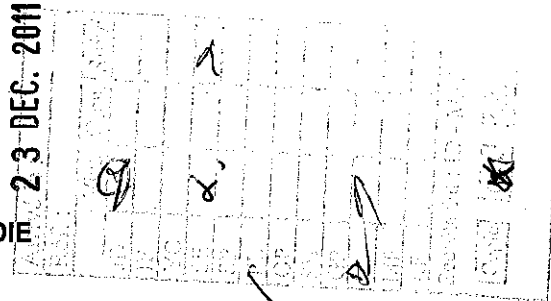




PREFET DU CALVADOS

DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT
DE L'AMENAGEMENT ET DU LOGEMENT DE BASSE-NORMANDIE
Unité Territoriale DU CALVADOS

23 DEC. 2011



ARRETE PREFECTORAL COMPLEMENTAIRE
Commune de CONDE-SUR-NOIREAU
SOCIETE HONEYWELL

C. B. H.

LE PREFET DE LA REGION BASSE NORMANDIE,
PREFET DU CALVADOS,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier dans l'Ordre National du Mérite,

- VU** le Code de l'Environnement, et notamment ses titres 1^{er} et 4 des parties réglementaire et législative du Livre V, et plus particulièrement les articles R.512-39-1 à R.512-39-4 ;
- VU** l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 4 septembre 1998 modifié le 9 septembre 2005 autorisant la S.A. ALLIED SIGNAL MATERIAUX DE FRICTION à poursuivre son activité de fabrication de garnitures de frein dans son établissement situé Z.I. EST à CONDE-SUR-NOIREAU ;
- VU** l'arrêté préfectoral complémentaire du 17 juillet 2009 relatif à la dépollution des eaux souterraines et superficielles au droit du site ;
- VU** le rapport de l'Inspecteur des Installations Classées en date du 8 novembre 2011 ;
- VU** l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques, lors de sa réunion du 22 novembre 2011 ;

CONSIDÉRANT qu'aux termes de l'article R 512.31 du Code de l'Environnement, des dispositions complémentaires rendues nécessaires pour la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 peuvent être fixées sur proposition de l'inspection des installations classées et après avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques,

CONSIDERANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement, notamment pour la protection de la nature et de l'environnement ;

CONSIDERANT que la société Honeywell a annoncé la cessation définitive d'activité de son site industriel de Condé/Noireau ;

CONSIDERANT qu'il est nécessaire de disposer d'études environnementales détaillées afin de définir les éventuelles mesures de dépollution et de remise en état du site à mettre en œuvre ;

CONSIDERANT qu'en cas de cessation définitive d'activité, le site doit être placé dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 ;

CONSIDERANT que le projet d'arrêté a été porté à la connaissance du demandeur conformément aux dispositions de l'article R 512-26 du Code de L'environnement ;

Le demandeur entendu,

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Calvados,

ARRETE

ARTICLE 1 :

La société Honeywell, ci-après dénommée l'exploitant, pour son établissement situé ZI Est à Condé sur Noireau est tenue de respecter les dispositions du présent arrêté.

ARTICLE 2 :

L'article 17 de l'arrêté préfectoral du 04 septembre 1998 est abrogé et remplacé par les dispositions du présent arrêté

ARTICLE 3 : Arrêt de l'activité.

Lorsque l'exploitant met à l'arrêt définitif l'une de ses installations, il notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci. Cette notification est accompagnée d'un dossier comprenant le plan à jour des terrains d'emprise de l'installation ainsi qu'un mémoire sur l'état du site.

Ce mémoire précise les mesures prises ou prévues ainsi que la nature des travaux pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site et doit comprendre notamment :

- l'évacuation et/ou l'élimination de toutes les installations, matières premières et produits finis ;
- l'évacuation et l'élimination des produits dangereux ainsi que des déchets présents sur le site ;
- la coupure des énergies (eau, gaz et électricité) ;
- les interdictions ou limitations d'accès au site ;
- la suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.
- A défaut de reprise des bâtiments, la démolition de toutes les superstructures, et l'évacuation des déblais et le régalage des terrains de façon à les rendre disponible pour une nouvelle affectation.

L'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'Environnement et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon les dispositions des articles R. 512-39-2 et R. 512-39-3 du Code de l'Environnement.

En cas de cessation définitive d'activité, même partielle, conduisant à la libération de terrains susceptibles d'être affectés à un nouvel usage et lorsque les types d'usage futur sont déterminés, en application de l'article R. 512-39-2 précité, l'exploitant transmet en outre au préfet un mémoire précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'Environnement, comprenant notamment :

- les mesures de maîtrise des risques liés aux sols éventuellement nécessaires ;
- les mesures de maîtrise des risques liés aux eaux souterraines ou superficielles éventuellement polluées, selon leur usage actuel ou celui défini dans les documents de planification en vigueur ;
- en cas de besoin, la surveillance à exercer ;
- les limitations ou interdictions concernant l'aménagement ou l'utilisation du sol ou du sous-sol, accompagnés, le cas échéant, des dispositions proposées pour mettre en œuvre des servitudes ou des restrictions d'usage.

Lorsque la cessation d'activité concerne des installations soumises à l'acquittement d'une taxe générale sur les activités polluantes assise sur l'exploitation d'un établissement (dite "TGAP à l'exploitation" – art. 266 sexies et suiv. du Code des Douanes), l'exploitant dépose une déclaration auprès du service des douanes dans les trente jours qui suivent la date de fin de son activité. Une copie de la déclaration est adressée à l'Inspection des Installations Classées.

ARTICLE 4 :

Dès l'arrêt d'un atelier (ou d'une activité) sur le site, l'exploitant confirme cet arrêt à l'inspection des installations classées, en complément de la notification prévue à l'article 3, en fournissant les éléments attestant de :

- l'évacuation et/ou l'élimination des matières premières et produits finis ;
- l'évacuation et l'élimination des produits dangereux et des déchets présents sur la zone ou atelier ;
- la suppression des risques d'incendie et d'explosion et la mise en sécurité de la zone ou atelier ;

ARTICLE 5 :

Au plus tard six mois après notification du présent arrêté, l'exploitant transmet au Préfet les éléments suivants :

- Une étude historique et documentaire.
- Les diagnostics et investigations de terrain.
- Un schéma conceptuel.
- Le cas échéant, une démarche d'interprétation de l'état des milieux pour les terrains situés à l'extérieur et sous l'influence du site.

Ces études sont menées conformément à la circulaire ministérielle du 8 février 2007 relative aux sites et sols pollués.

Dans le cas où l'usage futur ne serait pas connu au moment de la réalisation des études, il sera considéré identique au précédent (industriel ou équivalent).

L'ensemble des études et diagnostics prévu par les dispositions du présent arrêté est mis à jour en tant que de besoin (changement d'usage, pollution, etc.)

Tous les frais occasionnés par les études et travaux menés en application du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

ARTICLE 6 : Interprétation de l'état des milieux

La démarche d'interprétation de l'état des milieux (I.E.M.) doit permettre de s'assurer que l'état des milieux, en particulier en aval hydraulique des installations et à l'extérieur des limites du site, est compatible avec les usages constatés de ces mêmes milieux.

Elle vise à différencier les situations qui permettent une libre jouissance des milieux, de celles qui sont susceptibles de nécessiter des actions à envisager dans le cadre d'un plan de gestion.

Au regard des usages constatés des milieux concernés, l'interprétation de l'état des milieux produite doit permettre d'identifier précisément l'ensemble des voies et des expositions pertinentes, en s'appuyant sur des campagnes de mesures réalisées dans les différents milieux d'exposition susceptibles de poser problème pour caractériser leur état de pollution éventuel.

ARTICLE 7 : Etude historique et documentaire

Dans le cadre de l'élaboration de l'interprétation de l'état des milieux prévue aux articles 5 et 6 du présent arrêté, une étude historique et documentaire est réalisée. Elle comporte :

- l'analyse historique du site, dont l'objectif est le recensement sur un lieu donné dans un temps défini des différentes activités qui se sont succédées sur le site, leur localisation, les procédés mis en œuvre, les pratiques de gestion environnementales associées, les matières premières, produits finis et déchets mis en jeu, le recensement des accidents survenus éventuellement au cours de la vie de l'installation, la localisation des dépôts de déchets, etc.. Le recours aux acteurs de la vie de l'entreprise (employés, retraités, etc.) est à envisager pour connaître les « pratiques non-écrites » en vigueur éventuellement dans l'entreprise ;
- une étude de la vulnérabilité de l'environnement à la pollution, notamment de manière à déterminer les informations propres au site étudié (hydrologie, hydrogéologie, habitat proche ou sur le site, usage de l'eau pour l'alimentation en eau potable, usage industriel ou irrigation, le constat éventuel de pollution au travers de ces informations, etc.) dont les paramètres conditionneront les modes de transfert des polluants vers les cibles potentielles (habitat, sources d'alimentation en eau potable, ressource future en eau, etc.) ;

- une visite de terrain et de ses environs immédiats (hors site) pour vérifier les informations recueillies au cours des étapes précédentes : état actuel du site, vérification des informations concernant l'environnement du site, constat sur place de la pollution, reconnaissance et identification des risques et impact, potentiels ou existants, éventuellement acquisition de données complémentaires ;
- une synthèse de la dépollution des eaux souterraines et superficielles telle que prévue par l'arrêté préfectoral complémentaire du 17 juillet 2009.

ARTICLE 8 : Diagnostics et investigations de terrain

Les investigations de terrain seront réalisées en fonction des résultats de l'étude historique et documentaire définie à l'article 7.

Ces investigations portent sur les sols et les eaux souterraines.

En particulier, des prélèvements de sols devront être réalisés, dans et à l'extérieur du site, aux emplacements susceptibles d'avoir été contaminés par l'activité du site (zone de stockage et d'utilisation des produits chimiques..).

Des prélèvements de sols et d'eaux souterraines devront être également réalisés à l'extérieur du site et hors de son influence afin de déterminer le fond géochimique local.

ARTICLE 9 : Evaluation quantitative des risques sanitaires

Si l'interprétation de l'état des milieux prévue à l'article 5 du présent arrêté démontre une dégradation de l'état des milieux d'exposition par rapport à l'état initial de l'environnement ou à l'état des milieux naturels voisins, que la contamination a bien pour origine les activités exercées sur le site et si aucune valeur réglementaire de gestion sur les milieux d'exposition n'est disponible, une évaluation quantitative des risques sanitaires devra être réalisée.

ARTICLE 10 : Propositions de mesures de gestion

Dans le cas où il existe des dépassements des valeurs réglementaires de gestion sur les milieux d'exposition ou, à défaut, si l'évaluation quantitative des risques sanitaires susmentionnée met en évidence un risque lors des usages des milieux d'exposition, et si des actions simples de gestion ne sont pas suffisantes, un plan de gestion pour établir la compatibilité entre l'état des milieux et les usages doit être établi.

Par ailleurs, si les investigations menées dans l'emprise du site mettent en évidence des pollutions des sols et/ou des eaux souterraines, la démarche de plan de gestion devra également être mise en œuvre.

Les éléments de diagnostic du site et des milieux, au travers de l'étude historique et documentaire, des données sur la vulnérabilité des milieux et des prélèvements sur le terrain, doivent permettre d'identifier, de localiser et de caractériser les sources à l'origine des pollutions et, les voies de transfert possibles, puis de caractériser les impacts de la source sur l'environnement.

Sur cette base, l'exploitant est tenu de construire un schéma conceptuel.

A partir de ce schéma conceptuel, l'exploitant doit proposer les mesures de gestion, en réalisant notamment un bilan coût/avantage, qu'il mettra en œuvre pour :

- en premier lieu, supprimer les sources qui (au vu des résultats des diagnostics) présentent une pollution significative ;
 - en second lieu, maîtriser les voies de transfert ;
 - au-delà de ces premières mesures, gérer le site dans l'objectif de le rendre compatible avec son usage.
- Un second schéma conceptuel, tenant compte de ces mesures de gestion, devra être établi par l'exploitant.

ARTICLE 11 : Itération de la démarche

La réalisation de ces études repose sur un processus nécessairement itératif. L'exploitant est tenu, aux différents stades des études réalisées en application du présent arrêté, de compléter les études et investigations précédemment réalisées à partir du moment où ces compléments permettent d'améliorer la connaissance des phénomènes en jeu et/ou de l'état des milieux.

L'ensemble des hypothèses et choix des investigations de terrains retenu pour la réalisation des études prévues par le présent arrêté, devront être soumis au préalable à l'approbation de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 12 : Présence d'amiante

Constitution d'un Dossier Technique Amiante

Dans un délai de 6 mois après notification du présent arrêté, l'exploitant constitue et communique au préfet du Calvados un dossier intitulé "dossier technique amiante" comprenant :

- Les rapports de repérage des matériaux des listes A et B contenant de l'amiante. Les matériaux de la liste A sont ceux mentionnés à l'article R. 1334-20 du Code de santé publique. Les matériaux de la liste B sont ceux mentionnés à l'article R. 1334-21 du Code de santé publique.
- Au besoin, la date, la nature, la localisation et les résultats des évaluations périodiques de l'état de conservation, des mesures d'empoussièrement, des travaux de retrait ou de confinement de matériaux et produits contenant de l'amiante et des mesures conservatoires mises en œuvre.
- Les recommandations générales de sécurité à l'égard de ces matériaux et produits, notamment procédures d'intervention, y compris les procédures de gestion et d'élimination des déchets.
- Une fiche récapitulative.

Le "dossier technique amiante" est tenu à jour par l'exploitant et intègre les éléments relatifs aux matériaux et produits contenant de l'amiante découverts à l'occasion de travaux ou d'opérations d'entretien.

Repérage avant démolition de bâtiments

Avant toute démolition, l'exploitant communique le rapport du repérage des matériaux et produits de la liste C contenant de l'amiante à toute personne physique ou morale appelée à organiser ou effectuer ces travaux de démolition. Les matériaux de la liste C sont ceux mentionnés à l'article R. 1334-22 du Code de santé publique.

Traitement du risque d'exposition à l'amiante

L'exploitant fait procéder aux travaux de désamiantage rendus nécessaires par une dégradation des matériaux ou par un niveau d'empoussièrement supérieur à 5 fibres par litre.

Les entreprises affectées aux travaux de confinement ou de retrait d'amiante respectent les règles techniques définies par l'arrêté interministériel du 14 mai 1996 ou par tout texte ultérieur s'y substituant.

ARTICLE 13 :

Faute, pour la société HONEYWELL de se conformer aux dispositions du présent arrêté, il sera fait application, indépendamment des poursuites pénales, des sanctions administratives prévues à l'article L 514-1 du Code de l'Environnement.

ARTICLE 14: RECOURS

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré à la juridiction administrative :

- 1° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où ledit acte leur a été notifié ;
- 2° Par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de l'arrêté.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Une contribution pour l'aide juridique de 35 € est due par la partie qui introduit une instance devant les juridictions. A défaut de s'acquitter de cette contribution ou de justifier du dépôt d'une demande d'aide juridictionnelle, la requête ainsi introduite devant le tribunal administratif peut être rejetée d'office sans de mande de régularisation préalable.

ARTICLE 15 : PUBLICATION

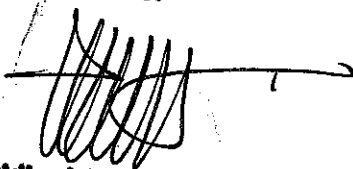
Un extrait du présent arrêté est inséré au recueil des actes administratifs de la Préfecture du Calvados, affiché à la mairie de CONDE SUR NOIREAU pendant un mois avec l'indication qu'une copie intégrale est déposée en mairie et mise à la disposition de tout intéressé. Il est justifié de l'accomplissement de cette formalité par un certificat d'affichage. Le même extrait est affiché en permanence, de façon visible, dans l'installation par les soins de l'exploitant.

Un avis est inséré, par les soins de la préfecture, dans deux journaux diffusés dans le département aux frais du pétitionnaire.

ARTICLE 16 : NOTIFICATION

Le Secrétaire Général de la préfecture du Calvados, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Basse-Normandie, Inspecteur des Installations Classées, et le maire de la commune de CONDE SUR NOIREAU sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant en recommandé avec accusé de réception.

CAEN, le 14 DEC. 2011

Le Préfet

Didier LALLEMENT

Une copie du présent arrêté sera adressée :

- au Maire de CONDE SUR NOIREAU,
- au Sous-Préfet de VIRE,
- au Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Basse-Normandie,
- au Chef de l'Unité Territoriale du Calvados - DREAL.